

BURKINA FASO  
UNITÉ - PROGRÈS - JUSTICE  
-----oOo-----

**DECLARATION DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE  
L'HYDRAULIQUE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES A LA  
CONFERENCE DE HAUT NIVEAU SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE :  
DEFIS DES BIOENERGIES ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE  
3 - 5 JUIN 2008  
ROME**

Juin 2008

**Monsieur le Président de la république Italienne**  
**Excellences Messieurs les chefs d'Etat et de Gouvernement**  
**Son Excellence Monsieur le Président de la conférence,**  
**Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies,**  
**Monsieur le Directeur Général de la FAO,**  
**Excellences Mesdames et Messieurs,**

Depuis au moins une décennie, le monde a connu les différents fléaux et catastrophes naturelles ayant des implications très sévères sur la vie de nos nations et sur le vécu quotidien de nos populations.

Avec la crise acridienne en 2005, les inondations, les sécheresses que nous connaissons chaque année, les ravageurs et les maladies transfrontalières, et cette année, la hausse vertigineuse du prix du baril de pétrole et partant, la flambée des prix des produits de première nécessité, nous vivons une des périodes les plus difficiles que le monde n'a jamais connue dans sa globalité.

Cette situation est sans doute la conséquence directe de notre comportement, tant sur le plan de l'utilisation et de la conservation de nos ressources naturelles, que sur le plan de la protection de nos différents intérêts individuels, qui finissent par se retourner contre ceux que nous avons la lourde charge de gouverner et de protéger, c'est-à-dire nos populations.

En outre, les nombreux conflits à travers le monde ont contribué et continuent d'aggraver la difficile situation que traverse le monde entier.

Nous sommes tous interpellés (gouvernants et gouvernés) pour un monde plus juste afin de trouver une solution durable à la situation actuelle de crise.

Je m'en voudrais de ne pas rappeler et évoquer ici :

- la prise de décision et des promesses y relatives lors des précédentes conférences (Sommet mondial de l'Alimentation (SMA) et Sommet Mondial de l'Alimentation 05 ans après (SMA + 5) qui sont restées vaines,
- la mobilisation et la recherche assez tardive de solutions à cette situation de hausse généralisée des prix, et généralement à l'ensemble des crises,
- la nécessité de trouver une solution adéquate à l'éternel problème du changement climatique, facteur qui a une action négative sur nos systèmes de productions.
- les attentes de nos populations de cette conférence : des résultats qui doivent permettre d'instaurer l'équilibre entre de justes prix aux producteurs agricoles et le droit à l'alimentation des consommateurs.

- Les engagements des pays développés à augmenter leur aide publique au développement.

Mesdames et messieurs,

Tout au long de cette conférence, nous allons ensemble et sans complaisance, examiner les principales questions qui ont déjà fait l'objet de rencontres préparatoires depuis le début de l'année 2008. Il s'agit :

- de la question de la hausse des prix des denrées alimentaires : causes, conséquences et solutions possibles,
- de la question du changement climatique et de la sécurité alimentaire,
- de la question des ravageurs et maladies transfrontalières et,
- de la question d'actualité des bioénergies,
- de la gestion durable de nos forêts et leur contribution à la lutte contre la pauvreté.

Il s'agira par la suite, en rapport avec ces questions, de prendre des mesures adéquates afin de sortir une bonne fois pour toutes, nos populations de la misère et de la sous alimentation.

Nous l'avons tous reconnu et soutenu, le monde dispose des potentialités et des atouts pour se nourrir, il faudra pour cela, accompagner notre volonté indéniable, de mesures d'accompagnement nécessaires à l'atteinte de ces résultats souhaités.

Notre déclaration à l'issue de ces trois jours de travaux, sera le point de départ d'un processus plus engagé pour une solution définitive et durable à ce phénomène de « vie chère ».

Un monde meilleur est possible, si nous le voulons ainsi. Il y a donc la nécessité de s'adapter aux changements sur notre planète affamée.

Je lance donc un appel à tous :

- institutions multilatérales d'aide au développement,
- Partenaires techniques et financiers bilatéraux,
- Et également aux gouvernants des pays,

Pour une mobilisation sans faille et conséquente des ressources humaines et financières, au bénéfice de nos populations.

Le Burkina pour sa part, a pris des mesures rigoureuses et volontaristes pour faire face à la situation qui vient en fait compliquer davantage la quasi situation de crise endémique que nous partageons avec nos frères du sahel.

Le phénomène de la vie chère a jeté dans les rues de nos principales villes, des millions de citoyens sortis pour clamer leur exaspération et qui en fait, résonne comme un véritable cri de détresse.

C'est pourquoi le gouvernement a aussitôt réagi par des mesures à court et moyen terme, pour apporter des réponses adéquates à la demande de denrées alimentaires et nous inscrire durablement dans une sécurité et un équilibre du bilan alimentaire.

Il s'agit de :

- distribution de semences aux ménages défavorisés : 6.000 tonnes de semences, d'un coût de 3,5 milliards de F CFA, à distribuer à tous les producteurs de riz dans toutes les régions du pays, à travers les comités villageois de Développement (CVD), les maires et les Conseils municipaux des communes rurales. Compte tenu de la priorité accordée à la production du riz, près de la moitié de ces semences (2750 tonnes) sont constituées de semences de riz.
- mobilisation supplémentaire de fonds pour acquérir des engrais : d'un coût 7 milliards pour 20.000 tonnes d'engrais, à donner à crédit aux producteurs, dans les mêmes conditions que les prix pratiqués par les sociétés cotonnières,
- mise à disposition de matériels agricoles (700 tracteurs et 1.200 motopompes)
- mesures d'encadrement rapproché des producteurs,
- mesures de renforcement de la mobilisation des ressources en eau et des techniques d'irrigation.

Toutes ces mesures devraient nous permettre au cours de cette campagne agricole 2008-2009 :

- de doubler notre production de riz et diminuer les importations qui devraient atteindre 75 milliards de francs CFA a l'horizon 2015 si rien n'est fait,
- augmenter de 17% la production de maïs au cours de la présente campagne.

C'est ici le lieu en ma qualité de représentant du président en exercice de la Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), d'adresser mes encouragements à l'ensemble de tous les pays membres de ces institutions, pour les efforts consentis dans la recherche de synergie d'actions.

Mes remerciements et ceux de l'ensemble de ces pays et des populations, vont à l'endroit de tous les partenaires techniques et financiers (dont la Banque Mondiale et les trois institutions des Nations Unies à Rome : FAO, FIDA, PAM) pour les soutiens multiformes qu'ils ont apportés à la préparation de la campagne agricole 2008/2009, en cours.

Nous souhaitons que leur détermination contribue à une plus grande mobilisation de la communauté internationale, en faveur d'une plus grande solidarité pour répondre à cette épineuse question de sécurité alimentaire.

Pour nous, c'est face à de tels défis que le système des nations unies joue sa véritable crédibilité.

Je vous remercie